



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Liberté
Égalité
Fraternité



Assistant (e) contractuel (le) en matière économique

Direction : des services judiciaires

Affectation : Cour d'appel de Paris – Chambre 7 du pôle 5

Statut : Agents de catégorie A/ Contractuels

Date de publication : au plus tôt

Date de fin de publication :
30/09/2024

Informations générales

Corps / Grade :	Assistant (e) spécialisé (e) / A	
Domaine fonctionnel RMFP :		
Emploi-référence RMFP :		
Groupe IFSE :		NBI : X points
Poste vacant <input checked="" type="checkbox"/> Poste susceptible d'être vacant <input type="checkbox"/>		
Durée d'affectation attendue sur le poste :	3 ans	

Localisation administrative et géographique

Cour d'appel de PARIS

Description du poste

Vos activités principales

L'assistant(e) a vocation à apporter un éclairage utile pour l'examen des recours formés contre les décisions des autorités administratives indépendantes, principalement de l'Autorité de la concurrence (ADLC).

Dans ce cadre, il/elle est notamment amené(e) à exercer les missions suivantes :

- apporter aux magistrats des éléments techniques de nature économique, à tout stade de la procédure : il examine les observations des parties et les pièces de la procédure et rédige des notes d'analyse notamment sur les définitions de marchés pertinents, les coûts des entreprises et leur comparaison avec les prix pratiqués, les effets des pratiques anticoncurrentielles, la quantification du dommage à l'économie, la situation financière et les capacités contributives des entreprises pour la détermination du montant des sanctions. Ces analyses peuvent être versées au dossier ;
- aider les magistrats dans la rédaction des motifs de leur décision lorsqu'ils touchent à des éléments et des mécanismes économiques.

Nombre d'agents à encadrer

A B C Sans objet

Moyens mis à votre disposition (matériel, logiciels spécifiques, véhicules...)

Ordinateur portable et Bureau partagé avec l'ensemble de l'équipe autour des magistrats de la chambre

Les activités du service

Le pôle économique et commercial de la cour d'appel de Paris comprend plus de dix chambres, dont la chambre 5-7, chambre de la régulation économique et financière qui dispose d'une compétence nationale, l'assistant (e) aura à connaître de dossiers complexes, à forts enjeux, pouvant impliquer de nombreuses parties, et mettant en cause les décisions émanant de différentes autorités administratives indépendantes, à savoir :

- l'Autorité de la concurrence (ADLC), l'Autorité polynésienne de la concurrence et l'Autorité de la concurrence de Nouvelle-Calédonie ;
- la Commission de régulation de l'Énergie (CRE),

- l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP),
- l'Autorité de régulation des transports (ART), anciennement autorité de régulation des activités ferroviaires et routières (ARAFER),
- l'Autorité des marchés financiers.

Pour de plus amples informations sur l'activité de la chambre de la régulation économique et financières, il est renvoyé au site internet de la cour d'appel de Paris, sous la rubrique « régulation économique et financière ».

Votre hiérarchie

Rattaché (e) fonctionnellement au magistrat responsable de la chambre de la régulation économique (5-7), l'assistant (e) relève administrativement du directeur délégué à l'administration régionale judiciaire.

Votre profil

La fonction d'assistant (e) en matière civile a pour objectif de mettre à la disposition des magistrats des collaborateurs susceptibles de leur offrir une expertise dans des domaines particuliers.

Il dispose d'un statut de contractuel de l'État relevant de la catégorie A, en application de l'article 4-2° de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 modifié. Le contrat sera conclu pour une durée de 3 ans maximum. Ce contrat ne peut être renouvelé que par reconduction expresse, conformément à l'article 6 bis alinéa 1 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 modifié.

Vos principales compétences à mettre en œuvre

<p>Connaissances</p> <ul style="list-style-type: none"> • Solides connaissances en matière de macro et micro-économies, économie industrielle, et éventuellement en comptabilité (lecture de bilans, comptabilité de groupes); une expérience ou une appétence, en droit et/ou en comptabilité serait appréciée • Appétence pour la matière du droit économique et pour les industries de réseaux 	<p>Savoir-faire</p> <ul style="list-style-type: none"> • Excellente qualité rédactionnelle • Esprit d'analyse et de synthèse <p>Savoir-être</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rapidité, rigueur et méthode • Capacité d'organisation • Goût et aptitude pour le travail en équipe • Grande disponibilité 	
--	---	--

Conditions de candidature

Le/La candidat (e):

- Doit être de nationalité française ;
- Doit jouir de ses droits civiques ;
- Les mentions portées au bulletin n° 2 de son casier judiciaire ne doivent pas être incompatibles avec l'exercice des fonctions ou pour les ressortissants de l'union européenne, ne pas avoir subi de condamnation incompatible avec l'exercice des fonctions ;
- Etre de bonne moralité.

Profil attendu :

Fonctionnaire de catégorie A ou personne titulaire d'un diplôme national sanctionnant une formation d'une durée au moins égale à quatre années d'études supérieures remplissant les conditions d'accès à la fonction publique et justifiant d'une expérience significative minimale de quatre années en économie.

Vos contacts pour déposer une candidature

Renseignements et candidature

Thu-Hang REVEST, chargée de mission à la première présidence

☎ 01 44 32 77 37 – ✉ thu-hang.revest@justice.fr

Vous voulez en savoir plus ? <http://justice.gouv.fr>

<https://lajusticerecrute.fr/>

<https://allodiscrim.wethics.eu/app> (code : 2020)